

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2023)
Heft: 6

Artikel: La politique de sécurité du futur
Autor: Abetel, Marc / Lörtscher, Philippe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1055333>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

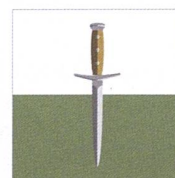
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



**Société
Vaudoise
des Officiers**



GRPM

Groupe Romand pour le Matériel de Défense et de Sécurité

**Alliance
Sécurité
Suisse**

Cantons

La politique de sécurité du futur

Plt Marc Abetel; Lt Philippe Lörtscher

Président de Mil@CampusLausanne; responsable communication SVO

Dans le cadre des élections fédérales de cet automne la Société des Officiers et Militaires du campus universitaire de Lausanne, avec l'appui de la Société Vaudoise des Officiers, du GRPM et de l'Alliance Sécurité Suisse, a organisé un débat en présence des candidats au Conseil des Etats des partis vaudois représentés à Berne. Devant un public de plus de cent personnes, le débat s'est déroulé dans une ambiance calme et constructive et a permis de tirer des conclusions intéressantes pour le futur de notre Armée.

Un bref rappel historique...

Depuis la fin de la guerre froide, le déclin de la capacité de défense de notre Armée a souvent été expliqué par une évolution de la menace tendant vers la disparition des conflits de haute intensité, entre deux ou plusieurs Etats et durant dans le temps.

Si en surface cet élément d'explication géostratégique peut paraître suffisant pour expliquer la situation à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés, il serait faux d'affirmer qu'il suffit à lui seul pour l'expliquer. Un autre élément de politique intérieure bien plus important est souvent occulté: le rôle du Parlement comme organe de proposition et de contrôle de l'échelon stratégique de notre défense.

Si aujourd'hui quelques politiciens sortent du lot comme Thierry Burkart (CE PLR, AG) et Werner Salzmann (CE UDC, BE) ou plus proche de nous Jean-Luc Addor (CN UDC, VS) et Jacqueline de Quattro (CN PLR, VD), force est de constater que la majorité des élus à Berne a perdu la vue d'ensemble sur cette mission.

Alors que l'Armée suisse se prépare à vivre sa plus grande restructuration depuis la fin de la guerre froide, il est essentiel que l'échelon politique assume son rôle stratégique. Il doit proposer une vision cohérente et surtout des moyens financiers adaptés à une armée capable de défendre le territoire national face à tous types de menaces.

Tour d'horizon des positions des candidats vaudois au Conseil des Etats

La soirée a été structurée autour de cinq grands thèmes: enseignements de la guerre en Ukraine, budget de l'Armée, OTAN et neutralité, industrie de l'armement suisse et avenir de l'Armée de milice. La principale conséquence tirée de cette soirée est la volonté commune, d'un bord politique à l'autre, d'agir afin de renforcer la sécurité de notre pays.

Union démocratique du centre

Michael Buffat, Conseiller national, Diplôme fédéral d'expert en économie bancaire, Vuarrens.

«La neutralité de la Suisse doit être perpétuelle et armée. Aucune obligation militaire internationale ne doit être contractée par la Suisse vis-à-vis par exemple de l'OTAN!». Pour le candidat de l'Union démocratique du centre, l'industrie d'armement suisse doit être soutenue, en particulier les affaires compensatoires en Suisse romande, le budget de l'Armée augmenté à 1% du PIB et les conditions d'accès au service civil durcies afin de garantir l'effectif réglementaire de l'Armée.

Parti libéral-radical

Pascal Broulis, ancien Conseiller d'Etat, Président d'Y-Parc, Sainte-Croix.

«L'Armée est indissociable de tout état démocratique!». Le libéral-radical Pascal Broulis a emboîté le pas à son colistier de l'Alliance vaudoise. Pour lui, la paix est garante de stabilité ce qui permet la création de richesses et in fine la répartition par l'impôt pour soutenir les plus faibles. Il n'y a pas d'espace d'adhésion aujourd'hui pour la Suisse à l'OTAN, mais des coopérations approfondies sont possibles. L'ancien Conseiller d'Etat a encore souligné la nécessité d'une stratégie de réindustrialisation pour



notre industrie d'armement ainsi que la nécessité d'avoir une vision stratégique stable pour amener de la cohérence dans l'organisation de nos forces.

Les Verts

Raphaël Mahaim, Conseiller national, avocat, Lussy-sur-Morges.

« L'Armée est la seule force de réserve capable d'assurer la sécurité du pays à grande échelle et rapidement, preuve en est la mobilisation lors de la pandémie. Néanmoins, la réponse du Parlement face à la guerre en Ukraine démontre une certaine irrationalité, car l'augmentation du budget de l'Armée afin de renforcer la capacité de défense s'est faite sans que cela ne réponde à des besoins précis et avérés. De façon générale, l'allocation des ressources en matière de sécurité ne reflète pas les principaux risques systémiques qui pèsent sur notre pays. » Le candidat écologiste a fustigé les dépenses importantes effectuées à la suite de la guerre en Ukraine. Pour lui, une collaboration approfondie avec l'OTAN est souhaitable, mais pas une adhésion. La réindustrialisation doit se faire mais uniquement pour répondre aux besoins de l'Armée suisse. Finalement, il est favorable à un service universel pour les hommes et les femmes, toutefois sans volet militaire.

Parti socialiste

Pierre-Yves Maillard, Conseiller national, Président de l'Union syndicale suisse, Renens.

« La guerre est de retour en Europe et nécessite une réponse cohérente. Il est nécessaire de comprendre les nouveaux risques et d'éviter les largesses financières dans des technologies qui seront à l'avenir obsolètes. » Le socialiste Pierre-Yves Maillard a souligné les nombreux autres défis (retraites, pouvoir d'achat, précarisation) auxquels notre pays sera bientôt confronté et le fait que

la réponse ne sera pas forcément toujours militaire. Pour lui, tout est question d'équilibre entre une Armée bien et suffisamment équipée, mais également des prestations sociales qui tiennent compte de l'inflation. Afin d'assurer les effectifs de l'Armée, le socialiste vaudois a proposé la naturalisation facilitée des jeunes nés et ayant grandi en Suisse et souhaitant s'engager pour notre pays.

Parti vert libéral

Céline Weber, Conseillère nationale, ingénieure en énergies renouvelables, La Rippe.

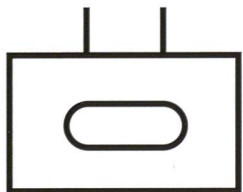
« La Suisse a besoin d'une Armée moderne avec des moyens modernes [...] elle doit être en tout temps capable de répondre à ses missions. » La candidate verte libérale a défendu une collaboration plus étroite avec l'OTAN en affirmant que la Suisse ne pouvait pas se permettre d'en être le passager clandestin. Elle a également insisté sur la nécessité de tirer la sonnette d'alarme concernant la pérennisation des effectifs de l'Armée, car il devenait trop facile d'éviter le service militaire.

Consensus inédit après 30 ans de désaccords politiques!

L'ensemble des partis se sont accordés sur la nécessité d'agir en dehors du traditionnel clivage gauche-droite. Ils se sont tous accordés sur la nécessité d'une Armée bien équipée, suffisamment alimentée en personnel et d'une industrie d'armement locale capable de couvrir nos besoins. Il sera intéressant de constater dans les mois à venir quels seront les votes de ces candidats à Berne, puisqu'ils seront probablement tous à minima élus au Conseil national.

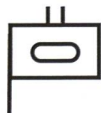
Affaire à suivre...

M. A. ; Ph. L.



Bat chars belge (1985-1998)

Total :
- 40 chars Léopard 1A5 105 mm
- 30 officiers
- 84 sous-officiers
- 309 soldats



Etat-major de bataillon:
1 x Leopard
- 7 officiers
- 8 sous-officiers
- 24 soldats



Compagnie d'état-major et de Services (EMS):
- 5 officiers
- 34 sous-officiers
- 114 soldats



EM / ESC



RECCE



TR



PERS



MAINT



1 x lltis
2 x Unimog
1 Spartan ARV
3 camions
2 x chars dépannage
1 x tracteur



RAV

1 x lltis
2 x Unimog
21 x camions



MEDICAL

1 x lltis
1 x Unimog
1 x camion
4 x Samaritan



3 x motos



EM Esc

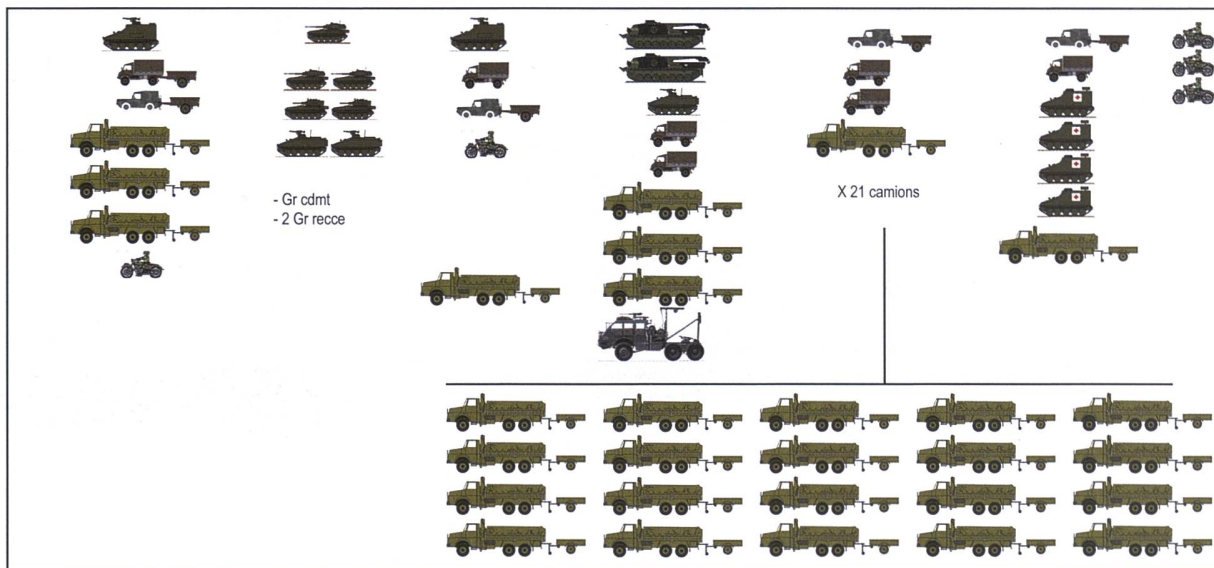
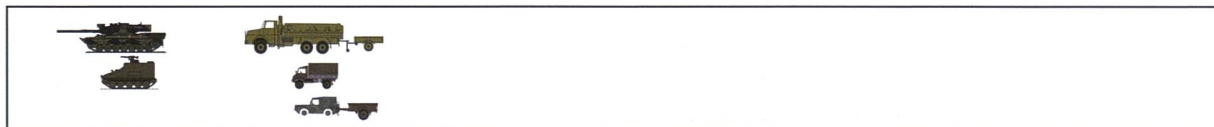
1 x Leopard



Peloton Tanks

3 x Leopard

Compagnie de tanks (x 3):
- 6 officiers
- 14 sous-officiers
- 57 soldats



NB: Le nombre de compagnies a décliné au fur et à mesure des réformes.

NB: En 1993, le peloton d'éclaireurs (RECCE) est doté de 7 Scimitar et d'un Unimog.



NB: A partir de 1998, les Scimitar est remplacé par 7 AIFV/YPR-765.

